

# VOICE

Le journal de la SPM | septembre 2016 | numéro 3



Pérou : les peuples autochtones de Madre de Dios



## Reconnus par l'Etat mais abandonnés à leur sort et privés de leurs droits

*De nombreux peuples autochtones vivent dans la région amazonienne de Madre de Dios, dans le sud-est du Pérou. Bien que reconnus officiellement par l'Etat, ils sont confrontés à de multiples problèmes : pauvreté, accès limité à l'éducation et aux soins, conséquences néfastes de l'extraction d'or et l'acaparement des terres. La Société pour les peuples menacés s'est rendue sur place afin de documenter la situation en matière de droits humains.*

La région de Madre de Dios (en français « Mère de Dieu ») se trouve dans la partie amazonienne du Pérou et jouxte le Brésil et la Bolivie. D'une superficie de 85 300 km<sup>2</sup>, elle ne compte qu'environ 120 000 habitants (0,4 % de la population péruvienne) dont les trois quart vivent dans la capitale Puerto Maldonado, située à quelque 400 km à l'est de Cusco.

La région tire son nom du fleuve éponyme, qui prend sa source dans la partie orientale des Andes, et la forêt tropicale, connue pour sa biodiversité, recouvre la quasi-totalité du territoire. Les ressources naturelles de la région sont variées : bois, fruits tropicaux sauvages, métaux, pétrole, mais les gens vivent avant tout de l'orpaillage dans les rivières, de l'abattage de bois et de la production de caoutchouc.

Madre de Dios se caractérise par une riche diversité ethnique et culturelle grâce à ses innombrables communautés autochtones que l'on peut diviser en sept groupes linguistiques. Si ces communautés ont été officiellement reconnues dans les années 1970, sous le gouvernement de Velasco Alvarado, la situation en matière de droits humains y reste désastreuse, comme l'a constaté la SPM lors de ses visites en janvier



**SOCIÉTÉ POUR  
LES PEUPLES  
MENACÉS**

et mars 2016. Grâce à notre contact avec l'organisation faitière FENAMAD (Federación Nativa del Rio Madre de Dios y Afluentes), nous avons pu rencontrer huit des 36 communautés autochtones qui la composent. Nous avons parlé avec des chefs et des habitant-e-s et avons pris connaissance des demandes de la population (voir vue d'ensemble pages 4 et 5).

### Quand l'or conduit à la pauvreté

Avec 20 tonnes d'or extraites par an, Madre de Dios est la troisième région productrice d'or du Pérou et celle où se concentrent le plus de petites exploitations aurifères et d'orpailleurs utilisant des techniques traditionnelles (p. ex. au bord des rivières). Malgré cette richesse en ressources naturelles, la pauvreté dans la région est supérieure à la moyenne nationale (selon l'office péruvien des statistiques) et la situation des droits humains y laisse sérieusement à désirer. Les différents acteurs de la région – résidant-e-s de longue date et nouvellement arrivés-e-s, orpailleurs, bûcherons, paysan-ne-s, multinationales et Etat – sont donc en permanence en conflit pour des ressources ou de l'espace. Au lieu de protéger la population, l'Etat attribue à différents acteurs des droits d'usage sur les mêmes terres. Les conflits qui en découlent entraînent de graves violations des droits humains dont les communautés autochtones sont les premières victimes, car elles sont moins à même de défendre leurs droits. Elles sont confrontées à des attaques, des accaparements

des terres, des conditions d'utilisation imprécises et des problèmes de santé causés par l'extraction aurifère. Ces communautés vivant dans des régions mal desservies, elles ont un accès limité voire inexistant à l'emploi, à l'éducation, aux soins et aux ressources telles que l'eau.

En laissant dégénérer cette situation, marquée aussi par une forte corruption, le gouvernement péruvien néglige gravement son devoir de protection. Au lieu de défendre les droits des communautés autochtones, l'Etat encourage même les violations des droits humains, privilégiant des intérêts économiques et n'édicte pas de mesures de régulation, notamment dans le domaine de l'extraction d'or.

### Cohabitation difficile avec des peuples isolés

Selon l'organisation Survival International, au moins 15 communautés autochtones vivent volontairement à l'écart de la société, les peuples isolés. Bien que niant leur existence, le gouvernement d'Alan García a promulgué un ensemble de lois pour gérer les relations avec ces groupes. L'une de ces communautés, la tribu nomade des Mashco Piro, cherche depuis plus de cinq ans régulièrement à entrer en contact avec les autochtones de la région du haut Madre de Dios (Parc national de Manu), ce qui a parfois entraîné des conflits violents. Depuis treize ans, la FENAMAD tente d'améliorer cette cohabitation difficile. Elle a notamment installé des postes de contrôle et commencé à



Photo : © FENAMAD

Quatre hommes du peuple jusqu'à présent isolé des Mashco Piro prennent contact avec d'autres communautés sur les rives du fleuve.



## Editorial

accompagner et à documenter les contacts avec ces peuples. Le ministère de la culture a pris la direction du projet en juillet 2015 et mis à la disposition de chaque poste de contrôle deux anthropologues. Depuis, la FENAMAD s'est donné pour rôle de représenter auprès de l'Etat les intérêts des communautés amenées à rencontrer les Mashco Piros (Shipitiaris, Diamantes, etc.). Par ailleurs, elle souhaite partager ses connaissances et son expérience relatives aux peuples isolés. La situation s'est corsée cette année autour du parc national de Manu avec la construction d'une nouvelle route reliant cette région et la ville de Cusco et passant dans le haut Madre de Dios, près du point de contact (cf. encadré p. 4). La région aujourd'hui encore reculée deviendra ainsi accessible à toutes les personnes intéressées par ses précieuses ressources.

Nos recherches montrent que les problèmes sont aussi variés que les communautés autochtones. Ces dernières ont toutefois en commun le fait de subir de graves violations des droits humains – malgré les ressources naturelles de la région – et de ne pouvoir attendre aucune aide de l'Etat. La SPM soutient donc la lutte des communautés autochtones de Madre de Dios et leur association faïtière FENAMAD.

*Texte : Magdalena Urrejola, Responsable de campagne SPM Economie & Droits humains*

*L'automne s'approche. Envie de prolonger l'été sur une plage au soleil ? Dans certains paradis de vacances, satisfaire nos désirs engendre parfois de gros problèmes. Au Sri Lanka, par exemple, de nombreux hôtels protègent les plages « contre l'extérieur » avec du fil barbelé, l'« extérieur » étant la population locale. Or, les pêcheurs locaux partent depuis des générations de la plage pour aller travailler. La paysanne Aryia Pushpam a dépeint en détail à l'équipe de l'émission « Ensemble » les problèmes liés au tourisme dans son pays. Cette émission dominicale de la télévision suisse a également montré la façon de travailler de la Société pour les peuples menacés : nous informons les communautés de pêcheurs comment se défendre pour pouvoir continuer à pêcher. Nous sommes ravi-e-s que la télévision nationale s'intéresse à ce sujet. Vous trouverez plus d'informations sur notre travail au Sri Lanka dans ce numéro.*

*Notre collaboratrice Magdalena Urrejola est quant à elle revenue ce printemps d'un voyage dans la région amazonienne de Madre de Dios, au Pérou. Elle s'est rendue auprès de communautés autochtones et a découvert avec effarement la multitude des problèmes auxquels elles sont confrontées : santé détériorée à cause de l'extraction d'or illégale, dépossession de terres, mise à l'écart des processus politiques – et l'Etat ne fait rien pour les protéger. Au contraire, il encourage les violations des droits humains en attribuant pour les mêmes terrains des droits d'utilisation à différents acteurs.*

*Ce numéro de Voice vous réserve un passionnant récit de voyage au Pérou mais aussi diverses actualités sur le Sri Lanka et le Kosovo. Très agréable lecture à vous ! La SPM et ses organisations partenaires accueillent aussi vos dons avec plaisir.*

*Christoph Wiedmer, directeur*

## IMPRESSUM

VOICE 3-2016, septembre 2016 **Editrice** : Société pour les peuples menacés, Schermenweg 154, 3072 Ostermundigen, 031 939 00 00, info@gfbv.ch, www.gfbv.ch **Rédaction** : Dominique Schärer **Mise en page** : Tania Brügger Marquez **Collaborateurs/trices pour ce numéro** : Angela Mattli, Christoph Wiedmer, Yves Bowie, Magdalena Urrejola, Manushak Karnusian, Sara Ryser **Parution** : semestrielle **Tirage** : 1500 exemplaires **Impression** : gdz AG, Zurich ; imprimé sur Plano Speed (« FSC Mix ») **Abonnement** : 30 francs par an **Cotisation** : dès 60 francs par an **Photo de couverture** : Magdalena Urrejola



# Communautés autochtones dans la région de Madre de Dios, Pérou

Manque d'accès au marché du travail, à la santé et à l'éducation, extraction d'or et exode rural, accaparement des terres et absence de participation aux processus politiques : les problèmes que rencontrent les communautés autochtones de la région de Madre de Dios sont aussi variés que les communautés elles-mêmes. Vue d'ensemble.



## Communauté de Diamante

**Langue :** yine

**Nombre de membres :** 600 à 700

**Situation :** accès limité au marché du travail, à la santé et à l'éducation. Le prix élevé de l'essence complique l'accès à la capitale provinciale Puerto Maldonado. Le gouvernement régional a instauré cette rationalisation d'essence pour lutter contre l'extraction illégale d'or.



## Communauté de Mashco Piro

**Langue :** proche du yine (isolé)

**Nombre de membres :** inconnu

**Situation :** communauté nomade vivant volontairement isolée mais cherchant depuis peu régulièrement le contact avec d'autres communautés, entraînant des confrontations, des victimes des deux côtés et l'exposition des Mashco Piro à des maladies pouvant leur être fatales.



## Communauté de Shipetiari

**Langue :** matsigenka

**Nombre de membres :** env. 170

**Situation :** terres d'autochtones menacées d'attaques de sociétés ou de nouveaux arrivants, à cause d'une nouvelle route. Rapport complexe avec le peuple isolé des Mashco Piro, dont certains font régulièrement irruption dans la communauté ces dernières années.



## Communauté de Arazaire

**Langue :**

**Nombre de membres :**

**Situation :** leurs terres sont tributées de l'or international consultés. sont me

## MADRE DE DIOS



### Communauté de Santa Teresita

**Langue :** yine

**Nombre de membres :** env. 130

**Situation :** les Santa Teresita parviennent à maintenir leur langue et leur culture mais pâtissent de l'eau polluée au mercure à cause de l'extraction illégale d'or. Le gouvernement régional n'a pas encore accédé à leur demande d'utiliser l'eau d'une source voisine.



### Communauté de Tres Islas

**Langues :** shipibo et ese-eja

**Nombre de membres :** env. 400

**Situation :** occupation illégale de terres par des entreprises, des privés et l'Etat. L'extraction d'or a été autorisée sur plus de 50 % du territoire. Une procédure contre deux entreprises de transport pour intrusion illégale sur des terres est en instance auprès du tribunal.



Madre de Dios

Boca Inambari



### Communauté de Boca Inambari

**Langue :** harakmbut

**Nombre de membres :** env. 170

**Situation :** faute d'opportunités de travail, la communauté mise sur la production aurifère ou émigre. Ses terres sont en grande partie polluées, notamment en raison du mercure. La communauté a été à tort victime des mesures gouvernementales contre l'extraction illégale d'or.



### Communauté de El Pilar

**Langues :** shipibo et ese-eja

**Nombre de membres :** env. 250

**Situation :** exode rural, faute d'opportunités de travail et d'infrastructures sur place. La pauvreté, l'absence de protection par l'Etat et la proximité de la ville engendrent une perte de la culture de cette communauté et une décomposition des structures familiales.

### Communauté de Arazaire

**Langue :** harakmbut

**Nombre de membres :** env. 110

**Situation :** une grande partie de terres a été illégalement attribuée à des tiers pour y exploiter le bois. Une route nationale a été construite sans indemniser les communautés. Leur culture et leur langue sont menacées d'extinction.

PUNO

## Pas de projet touristique sans consultation de la population



Photo : ©Nicole et Michael Philtipp

Des ateliers ont permis de mieux informer les pêcheurs locaux sur leurs droits.

**Dans son rapport « Zones d'ombre au paradis du soleil », paru en février 2015, la SPM a montré que le tourisme au Sri Lanka était source de violations des droits humains. Depuis, les choses ont avancé : ateliers et tables rondes ont permis que la population locale soit aujourd'hui reconnue comme un interlocuteur concernant le développement touristique. Il s'agit maintenant de pérenniser le succès de cette campagne.**

Le rapport de la SPM sur le tourisme et les droits humains au Sri Lanka a suscité de l'intérêt en Suisse et à l'étranger. Il a montré que la population locale n'était pas consultée sur les projets touristiques et qu'en conséquence, de nouveaux hôtels apparaissaient qui empêchaient les pêcheurs d'accéder à la mer, mettant ainsi en danger leurs moyens de subsistance. Pire encore, des habitant-e-s ont même été exproprié-e-s au nom du tourisme.

La SPM a donc voulu, d'une part, sensibiliser les tours-opérateurs européens et, d'autre part, soutenir directement la population locale par des ateliers et des tables rondes. Un an et demi après la publication du rapport, la population locale et l'organisation partenaire « National Fisheries Solidarity Movement » (NAFSO) sont

désormais considérées comme des interlocuteurs pour ce qui touche aux questions touristiques. A Passikudah, par exemple, un tour-opérateur allemand a invité des pêcheurs locaux et la NAFSO pour une rencontre avec des hôteliers. Les autorités touristiques de cette ville ont également cherché le dialogue et promis une meilleure protection aux pêcheurs ainsi que d'autres rencontres dans d'autres régions. Ces succès montrent que la campagne porte ses fruits.

### Ateliers 2015 : les pêcheurs élisent leurs représentants

A Kuchchaveli, Passikudah, Jaffna et Kalpitiya, la SPM a organisé avec la NAFSO quatre ateliers à l'intention des populations locales concernées afin de présenter les conclusions du rapport et d'informer les habitant-e-s de leurs droits. L'assemblée était attentive et approuvée. Les ateliers se terminaient sur des débats très animés et des récits personnels sur les conséquences néfastes du tourisme, à l'instar de l'histoire de Saleema, à Kalpitiya, déposée de son terrain par un complexe hôtelier voulant s'agrandir.

Si deux des ateliers ont connu un franc succès, les deux autres ont réuni moins de participants, probablement par crainte de représailles. L'atelier de Passikudah a

en effet été perturbé par des enquêteurs en civil, l'un d'eux ayant même menacé de frapper un participant qui voulait le photographier.

Quatre à six volontaires par atelier ont été élus pour représenter la population locale lors d'une table ronde avec des hôteliers et des représentants du ministère national de la pêche. Plus de 100 personnes ont assisté à la première table ronde, en juin 2015. Les autorités touristiques n'ont, elles, pas répondu à l'invitation malgré plusieurs relances. Point réjouissant : les hôteliers présents ont pris conscience que des fautes ont été commises sur le plan du développement touristique. Ils ont aussi annoncé qu'ils mettront en place un tourisme durable qui profitera également à la population locale.

### Atelier début 2016 : participation des autorités touristiques

Début 2016, la SPM a mené quatre ateliers et une table ronde afin d'accompagner plus avant le processus en cours. Les ateliers menés dans les mêmes régions qu'en 2015 ont réuni un grand nombre de personnes. Cette fois nous avons d'abord présenté notre campagne et nos exigences en matière d'économie et de politique, puis montré comment la population



locale pourrait profiter du tourisme en proposant par exemple des chambres d'hôtes. Des experts indiens en « tourisme basé sur la communauté » ont également présenté des alternatives au développement touristique actuel.

Cette année à Colombo, les autorités touristiques nationales ont pris part à la table ronde et ont ainsi eu la possibilité de répondre aux accusations et aux exigences de la population locale. Les deux représentants ont malheureusement avant tout utilisé cette occasion pour réagir aux reproches en faisant leur propre promotion, ce qui a plutôt inquiété les participant-e-s et montre une fois encore l'importance de poursuivre la campagne.

### Atelier en automne 2016 : perspectives

Les résultats de la campagne en cours montrent que le processus amorcé va dans la bonne direction. Cependant, de gros efforts s'imposent encore pour améliorer la situation de la population locale. En octobre 2016, la SPM a donc prévu de nouveaux ateliers afin de conforter la population locale dans ses droits. En outre, nous prévoyons une rencontre entre population, représentants locaux du gouvernement et hôteliers dans chaque région, le but étant de parvenir à des mesures concrètes visant à l'amélioration de la situation de la population locale (cf. encadré).

Texte : Yves Bowie, responsable de campagne pour le Sri Lanka



#### Voici quelques mesures permettant à la population locale de profiter du tourisme :

- promotion de la pêche locale : les hôtels achètent les poissons directement aux pêcheurs, sans intermédiaire
- recours aux pêcheurs locaux par les tours-opérateurs et les hôteliers pour les balades en mer
- développement de l'offre de formation dans le secteur touristique destinée à la population locale

#### La SPM exige :

- que les hôtels n'empêchent pas les pêcheurs d'accéder à leurs lieux de mouillage traditionnels
- que le gouvernement n'exproprie pas d'habitants locaux en vue d'un projet touristique sans leur offrir une compensation
- que les autorités nationales en charge du tourisme consultent la population locale avant tout projet touristique

Rendez-vous sur [www.bit.ly/29QXoA5](http://www.bit.ly/29QXoA5) pour des informations complémentaires ainsi que pour l'article sur l'émission de la SRF Ensemble relative à la situation des pêcheurs.



### Migration forcée des Roms : la SPM présente son rapport au Kosovo

Dans son dernier rapport (en anglais) sur les Roms, Ashkalis et Egyptiens des Balkans au Kosovo, la SPM a dépeint la situation difficile à laquelle sont confrontés les membres de ces minorités qui retournent au Kosovo. En mai dernier, nous avons eu l'occasion de discuter de ce rapport sur place avec des organisations de Roms et d'élaborer ensemble des stratégies pour améliorer cette situation, notamment : renforcer l'intégration de ces organisations au sein des processus d'élaboration et de mise en œuvre des stratégies de retour et mettre en place une migration de main d'œuvre légale.

La SPM a par ailleurs évoqué lors d'une rencontre au ministère de l'intérieur les problèmes des personnes qui reviennent. Ce ministère travaille justement à l'élaboration de stratégies visant à mieux inclure les Roms, Ashkalis et Egyptiens et utilisera, entre autres, les conclusions de notre rapport. Reste à voir si le gouvernement kosovar reconnaîtra réellement les discriminations multiples et notamment structurelles dont font l'objet les trois minorités.

A la fin de son voyage, la SPM a organisé un débat public qui a réuni des membres du gouvernement, d'organisations roms, d'ambassades et d'organisations internationales. Les feedbacks concernant notre rapport étaient très positifs et la discussion a montré qu'outre le gouvernement kosovar, les Etats occidentaux qui renvoient au Kosovo des Roms, Ashkalis et Egyptiens bénéficiant depuis plusieurs années d'un statut de tolérance doivent assumer eux aussi davantage de responsabilités.

Texte : Angela Mattli, responsable de campagne



Photo : © Dzafer Buzoliti

**Participant-e-s au débat (de g. à d.) :**  
Stephan Müller (SPM Suisse), Jah Tolaj, ministre kosovar de l'intérieur, Angela Mattli (SPM Suisse), Bashkim Ibishi (Advancing Together) et Ruben Faller (GIZ).

## « Les gens au Sri Lanka faisaient des selfies avec nous »



Photo : ©mäd

Leurs objectifs leur ont ouvert des portes : Nicole et Michael Philipp.

Lors de leur voyage au Sri Lanka, la photographe Nicole Philipp et le cinéaste Michael Philipp ont participé à un atelier de la SPM. Ils ont jeté un regard dans les coulisses de l'île de vacances et reflètent ce vécu dans leurs œuvres.

### Au départ, Nicole et Michael Philipp, vous souhaitiez passer des vacances au Sri Lanka. Mais finalement...

**Nicole Philipp :** Lorsque la SPM nous a demandé de documenter en photo et en vidéo son atelier à Nilaweli, dans le nord-est du Sri Lanka, nous avons tout de suite accepté. Cette mission nous ouvrait des portes. Contrairement aux touristes, nous pouvions en effet jeter un œil dans la vie de familles locales, découvrant ainsi différentes facettes du pays – des belles et des moins belles.

### Qu'avez-vous vu exactement ?

**Michael Philipp :** Les hôtels poussent à tout bout de champ et les pêcheurs sont privés de l'accès aux plages, même si c'est interdit. Malheureusement, la plupart d'entre eux ne connaissent pas leurs droits. J'ai interviewé le chef des pêcheurs – le vieil homme était désespéré car il ne sait pas où lui et ses hommes pourront encore pêcher à l'avenir.

### Comment s'est passé votre travail ?

**Nicole Philipp :** Les femmes musulmanes refusaient que je les photographie. Mais comme notre fils de six ans était là aussi et que nous jouions avec les enfants, nous avons fait partie de la communauté un temps.

**Michael Philipp :** Au début, les gens étaient timides mais aussi fiers, le regard sombre. Sur les photos, ensuite, ils ont souri. Nous avons la chance de pouvoir briser des barrières avec nos objectifs.

### Qu'est-ce qui vous a marqué ?

**Michael Philipp :** Je me réjouissais de découvrir la nourriture, car j'aime cuisiner. A chaque repas revenait la question : le plat est-il tamoul ou cinghalais ? Le Sri Lanka est un petit pays multiethnique et je souhaitais en savoir davantage sur ce mélange passionnant, sur les liens et les différences entre ces personnes.

### Que provoquent vos films et vos photos ?

**Michael Philipp :** Nous voulons montrer des êtres humains, qu'ils soient tamouls, cinghalais ou musulmans. L'île les relie par une histoire, certes aussi violente, mais commune. Beaucoup de personnes se sentent délaissées. Notre travail permet d'informer l'opinion publique, notamment en Suisse, où vivent de nombreux Tamouls, et c'est important pour obtenir des dons.

### Vous sentez-vous parfois voyeuristes ?

**Nicole Philipp :** D'une certaine manière, oui, mais on veut aussi creuser plus loin. J'ai fait de nombreux portraits et demandé à notre cuisinière si je pouvais la photographier dans sa propre cuisine. Bien que vivant modestement, elle a accepté.

**Michael Philipp :** L'important, c'est que les personnes se sentent à l'aise devant la caméra. Après, elles voulaient aussi des photos de nous et nous avons fait des selfies ensemble. Nous trouvions cela amusant.

Interview : Manuschak Karnusian



### Plus sur le travail de Michael et Nicole Philipp au Sri Lanka

Nicole et Michael Philipp sont propriétaires d'une agence de film, d'animation et de photographie : Luxs ([www.luxs.ch](http://www.luxs.ch)).

L'interview de Michael Philipp avec le chef des pêcheurs se trouve sur notre site Internet, sous [www.bit.ly/29QXoA5](http://www.bit.ly/29QXoA5)

Nicole Philipp publiera un livre avec ses photos du Sri Lanka. Vous pouvez participer au financement du projet sous [www.wemakeit.ch](http://www.wemakeit.ch)